



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Le cirque des primaires est passé : la capitalisme n'a pas à trembler, il sera bien protégé !

bulletin du comité NPA Poste 92 - 31 janvier 2017



Comme une entrée en matière de ce qui allait nous attendre, on nous a d'abord bassinés avec Macron et sa politique autrement... alors qu'il est comme tant d'autres politiciens un serviteur assidu des patrons, qu'il a bien contentés quand il était ministre. Il arrive à nous dire malgré tout, les yeux dans les yeux, qu'il n'est ni de droite ni de gauche, après avoir contribué, entre autres, à la généralisation du travail le dimanche.

Puis les primaires de la droite sont arrivées. Évidemment, après un quinquennat comme celui de Hollande qui a distribué des millions d'euros au patronat, fait voter la loi travail et expulsé plus de sans-papiers que Sarkozy, il fallait pour la droite monter d'un cran. Voilà donc sorti du bois le vertueux Fillon, adepte de la Manif pour tous qui veut « défendre les valeurs françaises ». Il a décidé d'appliquer ses valeurs à sa famille. Et le voilà pris les mains dans le pot de confiture. Une enquête a été ouverte avec comme chefs d'accusation détournement de fonds publics, abus de biens sociaux et recel de ces délits... Et pourquoi ? Parce qu'il semble que le poste d'attachée parlementaire de Pénélope Fillon, la femme de François, ainsi que son poste de collaboratrice à une revue aient été... fictifs ! Par contre, ce qui ne l'est pas, c'est l'indécence des sommes qu'elle a touchées : un petit salaire de départ à 3900 euros bruts pour finir à 7900 euros, pas mal, surtout si c'était pour buller ! Et tout ça pendant une dizaine d'années, le compte est bon !

Hamon et ses mesures « de gauche »

Et pour finir, Hamon est sorti gagnant des primaires de la gauche grâce, paraît-il, à son profil « plus » de gauche. Il a même failli nous faire croire qu'il était dans les cortèges de tête des manifs contre la loi travail ou bien qu'il a bloqué des raffineries, tellement il a voulu se démarquer du gouvernement Hollande. Mais, nous n'avons pas la mémoire courte : Hamon a été ministre de l'Éducation nationale. Mais où sont les 60 000 créations de postes promises ?

Alors il essaye de nous endormir : un revenu universel de 750 euros pour tous. Mais qui peut vivre avec 750 euros ? Et pourquoi nous dit-il « pour résorber la grande précarité ». Donc en conséquence, pour Hamon, une mesure vraiment radicale c'est de nous laisser moyennement précaires et de nous résoudre au chômage et aux bas salaires. Tout ce beau monde défend les intérêts du capitalisme, à nous de leur infliger une bonne claque sociale !

C'est sur toutes ces vaines promesses sociales et cette réaction décomplexée que se développe la gangrène du Front national. C'est pourquoi, dès maintenant, nous devons préparer le premier tour social, celui qui dès avant la présidentielle donner le ton, de celles et ceux qui usent réellement leur vie, qui la passent à se tuer au boulot pour des salaires de misère. Notre camp social, qui n'a que sa force de travail pour survivre, doit redonner de la voix. Il a expérimenté au printemps dernier les premiers signes de convergences de lutte. Salariés de la FNAC des Champs-Élysées à Paris, hospitaliers de la clinique des Ormeaux, étudiants contre les fusions des universités, enseignant-e-s de Touche pas à ma ZEP, salariés de Pôle emploi appelé-e-s à se mettre en grève les 6 et 7 mars ou bien encore les personnels de la Santé appelés eux aussi à la grève le 7 mars, maintenant, c'est tous ensemble qu'il faut y aller, reprenons la rue !

C'est ce message que Philippe Poutou candidat du NPA à l'élection présidentielle portera durant toute la campagne.

<http://www.npa-secteurposte.org/>

Accord à la distri : c'est toujours non !

Matraquage de communication ces derniers jours dans les centres de distribution : ETC, tract patronal, briefs, 3 mn de com', La Poste a utilisé tout son arsenal pour tenter de nous convaincre des bienfaits du projet d'accord à la distri. Pourtant à y regarder de plus près, c'est une attaque en règle contre nos emplois et un recul pour nos conditions de travail. L'annonce des 3000 embauches est un leurre qui ne comble même pas les 8 à 10000 postes vacants estimés actuellement dans les distris ! Pire, avec près de 5000 suppressions d'emplois par an à la distribution (chiffres 2015), les 3000 embauches sur quatre ans représenteront une goutte d'eau face aux 20 000 suppressions d'emplois prévisibles. De plus, l'accord permet la réorganisation permanente (fin du délai de deux ans minimum entre les réorgs), grave dans le marbre le recours à la sécabilité et l'étend, remet en cause la vente des quartiers, valide le déploiement de la pause méridienne, flexibilise le remplacement (facteurs polyvalents, facteurs services expert), le tout accompagné de primes minables... Cette déclaration de guerre ne doit pas passer ! À part la CFDT qui vient de ratifier cet accord infâme, la majorité des syndicats l'a clairement dénoncé et ne le signerait pas. Mais au-delà des postures syndicales, aussi justes soient-elles, les postiers et postières devront en passer par la construction d'un rapport de forces, par une mobilisation, contre cet accord s'il s'appliquait, mais également pour balayer toutes les attaques subies depuis des années.

Dans les Hauts-de-Seine : Factéo, nouveaux services et flicage informatique... et hop tout ça à la poubelle !

Le tribunal de grande instance de Nanterre saisi en référé par l'instance de coordination des CHSCT du 92 a rendu son jugement le 25 janvier et ordonne à La Poste l'arrêt du déploiement de Factéo sur le département ! C'est un nouveau coup dur pour La Poste qui avait voulu faire des Hauts-de-Seine un département pilote pour Factéo. À Neuilly, Courbevoie et Châtillon, ils ont tous rendu leurs smartphones ! Contre les nouveaux services, l'arrivée des colis, le traçage informatique des facteurs, les collègues du 92 et d'ailleurs doivent profiter de cette victoire pour enterrer définitivement le projet Factéo !

Clamart Centre : 76 jours de grève... et une avancée dans les négociations !

Les grévistes du guichet de Clamart Centre tiennent bon dans leur bras de fer avec la direction. Ils ont obtenu que la question des horaires d'ouverture du bureau (l'une des deux questions au cœur du conflit

avec les suppressions d'emplois) soit désormais ouverte à la négociation. Un rassemblement avec plusieurs dizaines de personnes a eu lieu le 26 janvier dernier devant le Siège. Les Clamartois et Clamartaises savent que rien n'est encore gagné et ils continueront jusqu'à la victoire !

Report du procès de Gaël (SUD Poste 92)

Surprise de dernière minute : le ministère du Travail est intervenu à la veille du procès prévu le 24 janvier, en justifiant la décision qu'il avait déjà prise en 2011 de ne pas autoriser son licenciement... ce qui a entraîné un report du procès où Gaël risquait la réouverture de la procédure de licenciement qui l'avait visé en 2010. Mais la direction de La Poste a convoqué à nouveau Gaël le 31 janvier en commission disciplinaire pour « comportement préoccupant, alarmant et anxiogène vis-à-vis de l'ensemble de la ligne managériale et de tous les chefs d'établissements » en demandant à nouveau son licenciement ! Gaël sera bientôt à nouveau convoqué au tribunal, il faudra à nouveau se mobiliser.

Soutien aux salariés de la FNAC Champs-Élysées !

« Nous, salarié-e-s du magasin FNAC Champs-Élysées, appelons à un grand rassemblement solidaire le mercredi 1er février à 18h00, qui marquera notre 50ème jour de grève.

(...) Notre travail dans ce magasin, qui tourne 362 jours/an, 7j/7, de 7 heures à minuit, est emblématique des répercussions du travail du dimanche et en soirée sur le long terme.

Avec ces horaires en dents de scie tu gagnes un peu plus pour une famille que tu vois moins, tu manges quand tu n'as pas faim et tu dors quand tu n'as pas sommeil (...). Ce mouvement nous a permis de créer des liens avec les grévistes postiers du 92, cheminots du Bourget, étudiants de plusieurs facs franciliennes. (...)

Nos revendications :

- Reconnaissance de la pénibilité spécifique de notre magasin (amplitude et sous-sol)
- Respect du maintien de salaire à 100 % pour les congés maternité et accidents de travail (...)
- Nous appelons à un nouveau rassemblement de soutien devant notre magasin mercredi 1er février à 18 heures, au 74 avenue des Champs Élysées, Paris 8ème
- Soutien financier : <https://www.lepotcommun.fr/pot/l4qbv5k5>

ou en envoyant un chèque à l'ordre du CSCE – Collectif salariés des Champs-Élysées au : CSCE 15 impasse Sesquez, 92600 Asnières-sur-Seine
Facebook : « Collectif Salariés Fnac Champs Élysées »

